

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 93 (1948)
Heft: 6

Artikel: La guerre psychologique ou la mécanisation des esprits [suite]
Autor: Wüst, R.-H.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-342377>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 11.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La guerre psychologique ou la mécanisation des esprits¹

(Suite.)

VII. LA BATAILLE RUSSO-AMÉRICAINNE

Avant de revenir au cas de la Suisse pour examiner quels enseignements nous pouvons retirer de la seconde guerre mondiale sur le plan de l'information, tant au point de vue politique qu'au point de vue militaire, il nous paraît utile de voir de quelle manière la « guerre psychologique » a évolué depuis la fin du dernier conflit mondial.

* * *

Celle qui oppose aujourd'hui Washington à Moscou n'a pas commencé le 8 mai 1945. Elle est plus ancienne. Dès la formation des premiers maquis européens et bien avant Yalta, l'Europe se trouva virtuellement partagée en zones d'influence ; la bataille russo-américaine commença dans l'esprit de nombreux Européens ; ce fut le résultat de la lutte qui se déroulait déjà non seulement entre les diplomaties russes et américaines, mais aussi entre les services de renseignements et de propagande des deux « très grandes puissances ».

Ce qui se passe aujourd'hui en Europe orientale — où les camions de radio, les imprimeries et les cinémas motorisés arrivèrent en même temps que les blindés de l'armée rouge et où ils entrèrent en action avant que fussent distribués les premiers secours aux populations — montre le profit que Moscou a su tirer des méthodes de propagande préconisées par Lénine.

¹ Voir R.M.S. N^{os} 6, 7, 8, 11 de 1947, et 1, 2 de 1948.

Nous avons déjà montré comment les Anglo-Saxons se trouvèrent dans l'obligation d'adopter, dans le cadre de la guerre totale, des méthodes et des moyens de propagande semblables à ceux de leurs adversaires. Mais nous avons le devoir de marquer ici une différence très nette entre Washington et Londres. Dans la guerre psychologique, un Churchill s'est révélé un maître inégalé ; le jour où, au bord de l'abîme, il a enfin réussi à faire comprendre à ses compatriotes l'importance de la lutte sur le plan de l'information, la Grande-Bretagne parvint à employer l'arme psychologique avec plus d'habileté encore que les dirigeants du Troisième Reich. Churchill, qui possédait à la fois l'expérience du soldat et celle du journaliste, sut réaliser ce prodige de diriger une propagande de guerre d'autant plus efficace, qu'il ne cessa jamais de respecter, même aux heures les plus difficiles de la guerre, les exigences d'un régime aussi démocratique que celui de Grande-Bretagne et la liberté de l'information. Il y a là, pour nous autres Suisses, pour nos hommes d'Etat comme pour nos chefs militaires, — pour tous ceux qui aiment chez nous à se gargariser des mots « censure », « secret militaire » et « discrétion » et qui sont souvent les premiers à violer ces notions — une leçon du plus haut intérêt.

Un peu plus tard, on comprit aussi à Washington que la propagande ne tarderait pas à jouer un rôle essentiel dans la conduite de la guerre. Le service de la guerre psychologique travaillant en liaison étroite avec l'OSS (service secret), devint l'un des organes les plus importants de l'Etat-major d'Eisenhower. On assista à la création de l'O.W.I. (Office of War Information). Comme dans les armées allemandes et soviétiques cette organisation étendit ses ramifications à l'ensemble de la nation en armes et à tous les échelons des forces armées, jusqu'à la troupe. Chaque division comprenait des officiers et des organes (camps de presse, correspondants de guerre, photographes et cinéastes militaires, journaux de front, etc.) chargés de maintenir une liaison étroite entre ceux qui condui-

saient la guerre et ceux qui combattaient, chargés de soutenir le moral des troupes, des populations des territoires occupés, chargées non seulement de combattre le moral de l'ennemi, mais aussi la propagande de certains alliés. Les Américains firent de la propagande de guerre une véritable science avec ses experts et ses « laboratoires » où, à l'aide des méthodes Gallup et autres, on entreprit de traiter l'opinion publique comme des chimistes le feraient de telle ou telle matière première...

A en juger par les résultats qu'elle obtint, la méthode américaine se révéla, elle aussi, efficace. Mais on ne saurait lui adresser tous les éloges que mérite un Churchill. L'une des principales faiblesses de la propagande américaine du temps de guerre réside certainement dans le fait qu'elle fit naître parfois, dans l'esprit d'alliés ou d'adversaires des Etats-Unis, des espoirs qui n'étaient — on l'a vu trop souvent — que des illusions. La stratégie américaine tint les promesses faites par la propagande américaine. Mais les diplomates et les hommes politiques de Washington n'ont pas toujours réussi à le faire...

* * *

Il est vrai que les Etats-Unis doivent livrer aujourd'hui une bataille difficile dans laquelle le Kominform est un adversaire redoutable.

Mais cette obligation dans laquelle ils se trouvent comporte de graves dangers pour les Américains eux-mêmes. Ils ont beaucoup de peine à mener cette lutte sans porter des coups mortels à la véritable liberté de l'information. Telle est en tout cas l'opinion d'observateurs dont nul ne prétendra qu'ils obéissent à des consignes de Moscou.

Voici par exemple ce qu'en pense Denis de Rougemont qui vient de passer plusieurs années aux Etats-Unis :

Cette familiarité de n'importe qui avec tous les problèmes, tous

les mystères, toutes les personnes et toutes les situations, a pour effet de déprécier jusqu'à l'anéantir la notion même de l'élite. Or, les élites, dans une démocratie, ont pour fonction vitale de réduire l'entropie que l'égalité juridique et le socialisme accroissent au contraire par système. Une société qui perd le respect des élites est obligée de le compenser par le culte naïf des experts. Il en résulte tout le contraire d'un développement de l'esprit critique et du jugement. N'importe qui, de nos jours, s'il s'intitule savant, peut faire « croire » à l'Américain tout ce que le corps entier des philosophes, des pasteurs et des écrivains échouait naguère à faire « comprendre ». Grave menace pour la liberté.

Cette même évolution des Etats-Unis inspire à notre confrère Georges-Henri Martin, correspondant de Washington de la *Gazette de Lausanne* et de la *Tribune de Genève*, les réflexions suivantes :

Le jour où Henry Ford s'aperçut qu'il était plus économique de ne fabriquer que des voitures noires, il déclencha une formidable campagne publicitaire qui convainquit, au moins provisoirement, des millions d'Américains que le noir est la couleur la plus élégante. Il n'y a pas de différence fondamentale entre cette technique et celle qu'employait la propagande nationale-socialiste de M. Goebbels pour persuader le peuple allemand qu'une seule et même idée politique peut satisfaire tous les goûts. Il est probable même que Goebbels avait emprunté certaines idées aux procédés de la publicité aux U.S.A. Le véritable miracle de la vie américaine est précisément d'avoir su jusqu'ici s'abstenir, comme par intuition, d'appliquer à la diffusion d'idées politiques les méthodes de persuasion des masses auxquelles recourt la publicité pour pousser la vente de la voiture Ford ou d'un dentifrice auquel on attribue toutes les vertus. S'il devait se confirmer, le recours à des méthodes de publicité ultra-modernes, pour impressionner les masses populaires et répandre des idées politico-économiques, serait un des phénomènes de l'Amérique contemporaine. On risque d'aboutir ainsi à une standardisation des idées politiques semblable à celles dont le fascisme avait le secret. La standardisation politique d'un type néo-fasciste ou le retour à l'isolationnisme d'une Amérique demeurant démocratique seraient deux tragédies dont on ne saurait dire laquelle est la plus grave pour l'Europe occidentale.

De retour des Etats-Unis, au printemps dernier, Bertrand de Jouvenel, écrivait de son côté :

Les Etats-Unis se trouvent maintenant engagés à fond dans ce que les historiens allemands ont nommé « Grosspolitik », « Hochpolitik ». La langue française n'a point de terme pour désigner cette politique de grande puissance qui peut être représentée comme une pression continue exercée contre une autre pression, ou d'autres pressions. La politique de grande puissance comporte une perpétuelle vigilance d'organes nerveux, diplomatie, service de renseignements, une perpétuelle alerte de « muscles » militaires prêts à réagir contre l'avance de l'adversaire.

Les Etats européens ont grandi dans ce climat de la « Grosspolitik ». L'obligation où se trouvait chacun d'eux de se maintenir contre la poussée des autres a développé chez tous les mêmes institutions pénétrées du même esprit. Partout, en France, les diplomates se ressemblaient, exercés à surveiller leurs vis-à-vis, à contrecarrer tout geste d'un rival tendant à grandir l'influence de son pays. Et, partout, les militaires se ressemblaient, attentifs aux trouvailles des militaires d'en face. Les exigences de la rivalité obligeaient chaque Etat à instituer l'armée permanente dès lors que l'autre l'instituait, à établir la conscription dès lors que l'autre l'avait établie, à se donner des services secrets dès lors que l'autre en usait, et ainsi de suite.

Heureusement, éloignés du milieu compétitif, grandissant dans un vide de puissance, les Américains regardaient avec une horreur méprisante des pratiques dont la nécessité ne s'était point imposée à eux. Elles leur paraissaient manifester une « méchanceté » propre à l'Europe. Ils en jugeaient comme un garçon élevé à l'écart juge les caractères de garçons qui ont appris la vie dans la bousculade d'une cour de lycée.

Aujourd'hui, les mêmes circonstances impriment à leurs diplomates et à leurs militaires les mêmes comportements qui leur semblaient si choquants chez les nôtres. Il faut répondre à des manœuvres par des contre-manœuvres, à des préparatifs par des contre-préparatifs.

Mais il en résulte une sorte de trouble intérieur, de tristesse confuse, informulée chez presque tous, exprimée par quelques esprits lucides.

On sait bien, aux Etats-Unis, que l'isolationnisme n'est plus légitime, qu'il ne serait ni prudent ni moral, abandonnant des Etats

faibles à la merci d'une puissance dévorante. Mais on regrette l'Age d'Or de l'Isolement.

Il est impossible qu'une société baignant dans un milieu dangereux n'en reçoive pas des transformations dans sa structure interne. Certainement si l'étranger qui se présente à la frontière est susceptible de porter des explosifs ou des bactéries, la surveillance aux frontières se durcira: de même une cellule durcit sa paroi protectrice si le milieu la menace.

Dès lors qu'un pouvoir étranger cherche à se trouver dans le pays des agents désagréateurs, il arrive forcément que l'on scrute les nationaux qui remplissent des fonctions dans lesquelles ils peuvent faire du mal à leur peuple. Particulièrement s'il existe un secret aussi dangereux que le secret atomique, il devient indispensable de surveiller constamment ceux qui pourraient le trahir volontairement ou par négligence.

Le pouvoir policier doit alors grandir par une logique irrésistible. On peut bien s'en attrister, on ne peut guère s'en étonner.

La transformation interne imprimée par la tension du milieu se traduit dans les petites choses comme dans les grandes. Le journaliste qui veut dénoncer ce qui lui paraît une inconduite de la politique nationale au dehors ne se sent plus, dès lors qu'une guerre de propagande est engagée, la même liberté de langage qu'autrefois. Auparavant point de doute sur ce devoir qui était de dénoncer. Maintenant ne fournira-t-il pas des armes à l'adversaire? La présence de l'adversaire colore et modifie tout.

Le fond de la situation, c'est que la prolongation de la tension présente pendant des années ferait perdre à la société américaine les caractères mêmes qui la rendent si digne d'être défendue.

L'état « ni guerre ni paix », s'il se prolongeait, serait la défaite du mode de vie américain.

Voici enfin ce que pense le grand journaliste américain Walter Lippmann de la guerre psychologique dans laquelle son pays se trouve actuellement engagé :

La tension internationale croissante a donné naissance à un sentiment de fatalisme, comme si les événements ne dépendaient plus des Etats-Unis et échappaient peut-être même au contrôle de Staline et du gouvernement soviétique. Rien cependant n'autorise un tel abandon. Ou alors il faudrait supposer que les Américains ont perdu la tête et le contrôle d'eux-mêmes.

La quasi-invulnérabilité des Etats-Unis et leur puissance sont telles qu'elles leur donnent le droit de penser qu'ils tiennent bien dans leurs mains le droit de décider non seulement s'ils agiront mais quand, où, comment, et à quelles fins ils le feront.

Le fatalisme n'est que la conséquence de ce fait que la politique américaine a été pendant longtemps vague, défensive et inefficace, que ses efforts se sont dispersés et n'ont pas été dirigés.

Quand le gouvernement de Washington aura précisé ses intentions, comme il faudra qu'il le fasse s'il veut reprendre l'initiative et le contrôle des événements, le fatalisme fera place à la résolution et à la confiance.

Mais de toutes les causes de ce sentiment fataliste qui nous fait penser que nous, Américains, ne sommes plus maîtres de nos destinées, aucune n'est peut-être aussi insidieuse que la doctrine moderne de la « guerre totale ».

Il est de la plus haute importance que cette doctrine — qui est si universellement admise — soit reconsidérée — en particulier par les chefs militaires et les diplomates des Etats-Unis.

Car il se peut, et c'est mon avis, que cette doctrine soit une hérésie militaire, parfaitement inapplicable au conflit avec la Russie, et fatale à ceux qui, comme Hitler, voudraient s'y complaire.

La doctrine de la guerre totale est, comme la plupart des hérésies, une demi-vérité. Il est exact que, dans toute grande guerre moderne, la population entière et toutes ses ressources seront engagées et qu'il n'existe plus de dispense ou d'immunité pour les civils. Mais il n'est pas nécessairement vrai qu'une guerre conduite par l'effort de tous doive être conduite en vue de fins totales — en vue de la destruction absolue, sans limites, de l'Etat ennemi.

La guerre contre l'Allemagne fut, hélas ! menée jusqu'à une fin totale parce que Hitler le voulait ainsi. Du même coup, il est devenu presque impossible de régler le problème européen.

Mais la guerre d'Italie, celle du Japon même, ne furent pas menées en vue de fins totales, mais en vue de fins limitées. A la lettre, les redditions furent inconditionnelles. En fait, les Italiens ont eu, et les Japonais auront, une paix négociée. Peut-on douter qu'une telle solution ne soit préférable ? Et n'est-ce pas la preuve que, même dans l'ère moderne, une guerre n'est pas nécessairement absolue, illimitée et « totale » ?

L'enseignement de l'Histoire prouve que la Russie a souvent été battue au cours de guerres limitées pour des objectifs limités, mais que ceux qui, comme Napoléon et Hitler, menèrent une guerre totale

contre les Russes subirent des désastres. Il n'y a aucune raison de penser que les armes modernes produiraient un résultat différent. L'empire russe est mieux organisé et mieux discipliné pour conduire une guerre totale ou y résister.

Les chefs militaires américains ont donc une responsabilité très particulière en ce qu'ils devraient prendre garde que les chefs politiques et le peuple en général n'engagent pas les Etats-Unis au cas où la guerre éclaterait, dans un conflit illimité qui, même s'il pouvait être gagné, ne pourrait l'être qu'au prix d'une effusion de sang et d'argent qui rendrait la victoire ruineuse. Car les Américains sont particulièrement prédisposés à la dangereuse (et peut-être fatalement ruineuse) hérésie de la « guerre totale » en vue de fins totales et ils ont grand besoin d'être guidés avec fermeté et lucidité par des chefs militaires en qui ils ont confiance, comme le secrétaire d'Etat Marshall lui-même ; comme Eisenhower, Bradley et, aussi, espérons-le, Mac Arthur.

La population civile américaine est prédisposée à l'hérésie de la guerre sans limite à plusieurs points de vue.

La tradition idéaliste, formulée par Wilson, fait que ce pays ne peut, pour garder sa bonne conscience, reconnaître aucun traité qui serait basé sur l'équilibre des forces et l'existence de zones d'influence. Cette tradition ne considère comme tolérance qu'un monde où les Etats sont dans les mêmes dispositions d'esprit, et elle juge intolérable tous les accommodements tels que ceux qui ont été faits dans la passé pour remédier à la rivalité perpétuelle des nations. Cette tradition, aussi noble que puissent être ses intentions, n'est pas compatible avec la paix dans un monde où les grandes puissances n'ont pas les mêmes dispositions d'esprit et n'ont pas l'intention de les avoir.

Cette tradition engendre des croisades, et entreprendre une croisade contre une puissance aussi gigantesque que la Russie reviendrait à coup sûr à faire une guerre interminable pour des objectifs impossibles à atteindre. La prédisposition des Américains pour les croisades est dangereuse parce que, jusqu'ici, nous n'avons encore jamais eu l'occasion, comme l'ont eu toutes les vieilles nations, de nous rendre compte des limites de notre puissance. Les Etats-Unis ne peuvent pas se permettre de les ignorer aujourd'hui et, donc, de ne pas se rendre compte que, s'ils devaient se trouver dans un conflit armé, il leur faudrait avoir des objectifs limités et concrets en vue d'aboutir à une paix de compromis qui restaurerait l'équilibre des forces et reconnaîtrait l'existence de zones d'influence.

Ainsi, les Américains ne devraient donc pas confondre la nécessité

d'un effort total avec la notion de poursuite de fins totales. C'est pourquoi il importe de ne pas laisser le conflit exploser en une croisade universelle contre le communisme, car ceci obligerait les dits Américains à envahir et à subjuguier la Russie et à entreprendre l'effroyable et sanglante besogne de mater les guerres civiles sur toute la surface du globe.

Si, par idéalisme, par inexpérience, par indignation vertueuse, par hystérie, les Etats-Unis s'empêtraient dans une telle obligation, l'Histoire dirait qu'ils auraient été les artisans de leur propre ruine, de cette ruine qu'aucun ennemi extérieur n'aurait été capable de provoquer.

La guerre russo-américaine se déroule aujourd'hui sur tous les plans, à l'exception du plan militaire. De plus en plus, le monde tend à se diviser en deux sphères, celle qui est soumise à l'influence de Washington et celle qui est soumise à celle de Moscou. Ce partage devient toujours plus net dans le domaine de l'information où l'on distingue, d'une part, l'influence du Kominform et, d'autre part, celle de quelques grandes agences d'outre-Atlantique.

Dans une certaine mesure — et non sans peine comme on vient de le voir à l'occasion de la Conférence mondiale sur la liberté de l'information qui s'est tenue ce printemps à Genève — certains pays d'Europe occidentale, du moyen et de l'extrême Orient, s'efforcent de conserver leur indépendance et leur liberté de jugement. Il va sans dire que le régime « oriental » est la négation même de toute liberté de l'information.

Mais l'influence américaine pourrait constituer, elle aussi, un danger qui, pour être moindre, n'en est pas moins réel de l'avis de nombreux Américains eux-mêmes. Pour n'en citer qu'un exemple, quand les Etats-Unis acceptèrent de venir en aide à la Grèce, ils exigèrent que soit insérée sous chiffre 7, dans l'accord passé entre les deux pays, la clause suivante : *Les deux gouvernements collaborent à la diffusion d'informations aux peuples grec et américain, « sans réserve »*. Ce qui fit dire, à l'époque, à notre confrère Jean-Jacques Chouet dans la « Tribune de Genève » : *Du point de vue américain, cette*

garantie n'est sans doute pas inutile. Mais elle consacre néanmoins une ingérence difficilement compatible avec la souveraineté de l'Etat hellénique. C'est là, justement, la tragédie d'un peuple qui a consenti pour sa liberté les plus grands sacrifices, et qui se voit obligé de choisir aujourd'hui entre la tutelle économique des Etats-Unis et le sort commun aux pays de la zone d'influence soviétique. De deux maux, il préfère le moindre...

On ne saurait mieux dire.

* * *

Le plan Marshall a donné un nouvel essor à la propagande américaine, bien que son développement se soit heurté à des résistances sérieuses aux Etats-Unis où l'opinion publique ne prise guère le « bourrage de crâne » officiel.

Mais la situation internationale comporte des exigences impérieuses. Comme le soulignait une agence anglo-saxonne, *pour la première fois en temps de paix dans un Etat démocratique*, un véritable *ministère de la propagande* a été créé à Washington sous la direction de M. George Allen qui collabore étroitement avec le haut-commandement des forces armées américaines. Les projets de réorganisation de ce dernier accordent une place encore plus importante que par le passé à *l'information de guerre*.

M. John Foster Dulles, qui est considéré comme l'expert le mieux informé du parti républicain en matière de politique extérieure — et qui est le frère de M. Allan Welsh Dulles qui joua à Berne, pendant la guerre, le rôle que l'on sait dans le service secret américain — vient de mettre sur pied un projet qui montre mieux que tout commentaire quel est actuellement l'état d'esprit des sphères dirigeantes américains. Ce projet est d'autant plus intéressant que son auteur est considéré comme le successeur probable du général Marshall à la tête du Département d'Etat :

Le sujet central de ses préoccupations, écrit Paul Ladame dans le *Journal de Genève*, c'est le communisme ou, plus précisément, c'est

la meilleure méthode d'assurer la paix mondiale menacée par le communisme. Personne mieux que lui ne connaît la stratégie du Politburo et les tactiques du Kominform. Les finesses de la dialectique matérialiste n'ont pas de secrets pour lui. Avec méthode, celui qui a beaucoup de chances de devenir ministre des Affaires étrangères de la plus grande puissance du monde, a étudié tous les aspects de l'expansion bolcheviste et de la guerre froide idéologique que les maîtres du Kremlin ont déclenchée avant que les cendres de la « guerre inutile » (pour reprendre la définition de Churchill) fussent éteintes. Et M. Dulles a établi un plan, qu'il a discuté avec MM. Vandenberg et Dewey, puis examiné en détail avec le secrétaire d'Etat George Marshall.

« Il nous faut une organisation — a dit M. Dulles — capable de lutter avec le parti communiste sur le terrain même où il opère et remporte des victoires. » Et s'il est sage que les Etats-Unis fassent un gros effort pour développer leur force militaire, ce serait « un jour bien sombre pour la liberté », si jamais cette force devait être utilisée, parce que l'Amérique aurait négligé de gagner à temps la guerre psychologique.

« Il n'est pas nécessaire a affirmé M. Dulles, de détruire le monde par une guerre atomique ; il n'est pas nécessaire de verser continuellement des milliards de dollars pour réparer les dommages causés par les sabotages ; il est nécessaire seulement d'arrêter, en les exposant publiquement, ceux qui sapent les bases de notre société d'hommes libres. »

Avec force, M. Dulles insista plusieurs fois sur le fait qu'il ne saurait être question de faire à la Russie une guerre militaire. Une telle guerre, dit-il, apporterait au monde entier des souffrances épouvantables, sans toucher le communisme là où il est particulièrement vulnérable. « Il ne faut pas oublier, dit-il, que la guerre et son cortège de misère créent le terrain où prospère le mieux le communisme. Ce qu'il faut, c'est conduire contre les partis communistes une guerre psychologique, en révélant la vérité, en exposant leurs turpitudes, leurs mensonges, leurs trahisons, leurs sabotages, leur allégeance à une puissance étrangère. » « A l'heure actuelle, dit M. Dulles, le parti communiste contrôle les gouvernements de quinze pays, avec une population d'environ 500 millions d'hommes. C'est le moment de nous réveiller. »

L'organisation préconisée par l'homme d'Etat américain prendrait la forme d'un Département — auquel il donne le nom de « Départe-

ment de Défense non militaire » — et son chef devrait être membre du cabinet présidentiel.

Le but fondamental de cette organisation, dit-il, serait de dire la vérité et d'aider ceux qui veulent dire la vérité ». Au lieu du « murmure confidentiel de la Voix de l'Amérique » (les émissions sur ondes courtes du Département d'Etat), il faudrait des relais dans le monde entier. Et par-dessus tout, il faudrait aider les journaux des pays libres en leur donnant en quantité le papier nécessaire pour imprimer l'« histoire réelle, comme elle s'est passée. »

(A suivre)

R.-H. WÜST
